

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

MISE A JOUR DES ORIENTATIONS FONDAMENTALES ET DES DISPOSITIONS DES PROJETS DE SDAGE POUR LA PERIODE 2028-2033 DANS LES DISTRICTS DU RHIN ET DE LA MEUSE

Le présent CCTP contient 12 pages, 5 articles et 2 annexes

SOMMAIRE

1	ARTICLE 1 : PRESENTATION DU COMMANDITAIRE	4
2	ARTICLE 2 – CADRE DES PRESTATIONS.....	4
	2.1 PARTIE 1 : Organisation et animation d’ateliers de travail pour la mise à jour des orientations fondamentales et dispositions	5
	2.1.1 Description de la prestation.....	6
	2.1.2 Préparation des ateliers	7
	2.1.3 Organisation des ateliers.....	8
	2.1.4 Animation des ateliers et traçabilité des modifications	8
	2.2 PARTIE 2 : Mise a jour du tome 3 Orientations fondamentales et dispositions des projets de sdage 2028-2033 – Elaboration du document.....	9
3	ARTICLE 3 – GOUVERNANCE.....	10
4	ARTICLE 4 – ECHEANCES ET LIVRABLES ATTENDUS	11
5	ARTICLE 5 : OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	12

LEXIQUE

CCTP : Cahier des clauses techniques particulières

CLE : Commission locale de l'eau

COPIL : Comité de pilotage

DCE : Directive cadre sur l'eau

DERU2 : Directive eaux résiduaires urbaines révisée

DEB : Direction de l'eau et de la biodiversité (Ministère chargé de l'écologie)

DREAL : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

OFB : Office français de la biodiversité

PDM : Programme de mesures

PLU : Plan local d'urbanisme

SAGE : Schéma d'aménagement et de gestion des eaux

SCOT : Schéma de cohérence territoriale

SDAGE : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux

SRADDET : Schéma régional d'aménagement et de développement durable et d'égalité des territoires

STB : Secrétariat technique de bassin

1 ARTICLE 1 : PRESENTATION DU COMMANDITAIRE

Établissement public de l'État, l'agence de l'eau Rhin-Meuse met en œuvre, sur les bassins hydrographiques du Rhin et de la Meuse, la politique de l'eau dont l'objectif est l'atteinte du bon état des milieux dans une perspective d'adaptation au changement climatique. Cette politique est définie par le comité de bassin et exprimée à travers les SDAGE. Elle présente la particularité sur le bassin Rhin-Meuse de s'inscrire dans une coopération internationale avec les pays riverains à ces fleuves dans le but notamment de protéger la mer du Nord.

Ses missions

Par la perception de redevances auprès de l'ensemble des usagers de l'eau situés sur sa circonscription géographique, l'agence de l'eau fait jouer la solidarité de bassin en participant, au travers de son programme d'intervention de 6 ans, au financement d'ouvrages et d'actions qui contribuent à :

- la réduction des pollutions ;
- la préservation des milieux aquatiques continentaux et marins ;
- la gestion économe et durable des ressources en eau ;
- la connaissance de l'état et de l'évolution des ressources.

Ses objectifs

Les objectifs de l'agence de l'eau visent à mobiliser, à partir de leviers incitatifs et financiers, les maîtres d'ouvrage et les porteurs de projet à s'engager dans une démarche de préservation et de reconquête de la ressource en eau dans le respect des usages de l'eau.

Ses interlocuteurs

Le produit des redevances permet d'apporter des aides financières aux actions d'intérêt commun menées dans le domaine de l'eau par les collectivités locales, les industriels, les artisans, les agriculteurs, les associations (études, travaux, recherches, animation, assistance technique et autres actions entreprises) afin de lutter contre le gaspillage et la pollution, selon les priorités et modalités définies dans le programme d'intervention en vigueur.

L'agence de l'eau apporte un appui aux acteurs locaux de la gestion de l'eau en développant des outils méthodologiques, en conseillant les maîtres d'ouvrages, en animant des réseaux et en mettant en œuvre des actions de sensibilisation.

Le déploiement de ses politiques d'intervention est réalisé en collaboration avec des partenaires institutionnels à différentes échelles d'actions : l'État et ses opérateurs, la Région Grand Est, les départements, les acteurs du Comité de bassin et du Conseil d'administration et les acteurs relais locaux.

2 ARTICLE 2 – CADRE DES PRESTATIONS

La DCE prévoyait la réalisation de 3 cycles de gestion de 6 ans et l'objectif d'atteinte du bon état de l'ensemble des masses d'eau de surface et souterraine d'ici 2027. Or à ce jour, la Commission européenne n'a pas informé les différents États-membres quant aux éventuelles suites données à cette directive.

En l'absence de cadrage européen, la direction de l'eau et de la biodiversité (DEB) du ministère chargé de l'écologie a demandé aux 6 bassins français de préparer la réalisation d'un 4^e cycle 2028-2033. Des projets de SDAGE 2028-2033 et de Programmes de mesures (PDM) associés vont être élaborés.

La DCE de 2000 fixe les objectifs de bon état des eaux si possible en 2015 et au plus tard en 2027 et de manière permanente, les objectifs de réduction des émissions de substances, ainsi que la non-dégradation de l'état des eaux. Il s'agit maintenant d'obtenir le maximum de résultats correspondant à ces objectifs dans les 6 années à venir, en privilégiant les actions les plus efficaces, notamment dans les prochains programmes de mesures (PDM), multifonctionnelles et sans regret, dans un contexte de changement climatique.

Les SDAGE et les PDM sont des documents de planification et de programmation portant l'engagement des acteurs, notamment de l'État, à atteindre les objectifs devant la Commission européenne. Au-delà, ce sont des documents cadres guidant l'action opérationnelle des acteurs pour traiter de manière proportionnée les défis territoriaux (historiques, actuels ou émergents) de la gestion de l'eau.

Le comité de bassin, instance délibérante qui rassemble par grand bassin versant hydrographique toutes les parties prenantes (collectivités locales, industriels, agriculteurs, associations environnementales et représentatives des consommateurs et l'État) de la gestion des ressources en eau, est en charge de l'élaboration des SDAGE. En ce qui concerne le bassin Rhin-Meuse, composé de 2 districts, le comité de bassin est chargé d'élaborer un SDAGE et un PDM sur chacun des districts du Rhin et de la Meuse.

Au niveau national, des projets d'instruction pour la mise à jour des SDAGE sont en cours d'élaboration par la direction de l'eau et de la biodiversité (DEB) du Ministère en charge de l'écologie. Ces instructions seront transmises au prestataire au moment du lancement du marché.

Les SDAGE des districts du Rhin et de la Meuse sont composés, à ce jour, de 4 documents principaux (objet et portée, objectifs, orientations fondamentales et dispositions, annexe cartographique), 11 documents d'accompagnement et de deux Programmes de mesures (PDM). Le Comité de bassin lors de sa séance du 27 juin 2025 a décidé de reconduire pour le cycle DCE 2028-2033, une gouvernance similaire à celle déployée au cycle précédent pour la conduite des travaux d'élaboration du 4ème cycle et de confier la mise à jour des orientations fondamentales et dispositions à des groupes de travail présidés par un de ses membres. L'ensemble de la mission se déroule dans un calendrier contraint par les étapes de validation par les instances de bassin, de consultation de l'autorité environnementale, des assemblées et du public puis d'adoption et d'approbation. Ce calendrier est fourni en annexe 1.

2.1 PARTIE 1 : ORGANISATION ET ANIMATION D'ATELIERS DE TRAVAIL POUR LA MISE A JOUR DES ORIENTATIONS FONDAMENTALES ET DISPOSITIONS

La Directive cadre sur l'eau (DCE) se déroule selon des cycles de gestion de 6 ans. A chaque cycle de gestion, l'ensemble des documents produits sont mis à jour afin de constater les évolutions de l'état de l'environnement, d'en améliorer la connaissance, ou de renforcer la gestion de l'eau.

La mise à jour des SDAGE des districts du Rhin et de la Meuse a pour objectif d'aboutir à des documents concertés et partagés par les acteurs, qui sont à la hauteur des ambitions et objectifs de la directive cadre tout en prenant en compte les évolutions récentes et nouvelles orientations des politiques publiques. Elle vise à apporter des progrès substantiels à la gestion de l'eau.

La prestation décrite ci-après correspond à l'accompagnement pour la mise à jour des orientations fondamentales et dispositions des SDAGE (tome 3).

Ces dernières constituent un corpus opposable qui régit un ensemble de préconisations et recommandations dans le domaine de l'eau.

Ces orientations fondamentales et dispositions des SDAGE s'opposent aux programmes (SRADDET, schéma des carrières, etc.) et aux décisions administratives dans le domaine de l'eau (ex : autorisations loi sur l'eau) selon un rapport de compatibilité. Elles sont également caractérisées par des relations de compatibilité avec les documents d'urbanismes (SCOT et à défaut PLU). Elles reposent sur le code de l'environnement et **ne doivent, par essence, pas créer de droit ex nihilo**. Les documents mis à jour doivent en particulier respecter les articles du code de l'environnement qui définissent leur contenu.

La gouvernance mise en place pour cette phase de mise à jour est détaillée en **annexe 1** du présent CCTP.

Le travail itératif est rythmé par les différentes réunions en ateliers organisés au sein de l'agence de l'eau avec la possibilité pour certains acteurs éloignés de prendre part aux échanges grâce à la mise en place de visioconférences. Le calendrier prévisionnel retenu pour cette phase de mise à jour est détaillé en **annexe 2**.

2.1.1 Description de la prestation

Le comité de bassin a choisi de reconduire les groupes mis en place lors du cycle précédent. Il s'agit :

- du groupe 1 en charge des thèmes "eau et santé" et "eau et pollution" ;
- du groupe 2 en charge du thème "eau, nature et biodiversité" avec une attention portée sur le lien avec le groupe n°3 ;
- du groupe 3 en charge des thèmes "eau et rareté" et "eau et aménagement du territoire" ;
- du groupe 4 en charge du thème "eau et gouvernance".

La partie 1 de la prestation concerne l'organisation et l'animation de ces groupes de travail mis en place pour mettre à jour les orientations fondamentales et dispositions comprend :

- la préparation de la réunion de lancement des ateliers de mise à jour des orientations fondamentales et dispositions et des différentes réunions des ateliers (voir 2.1.2.2 Élaboration de la méthodologie) ;
- l'animation d'ateliers, la retranscription des modifications proposées au sein des groupes ;
- la rédaction pour chaque réunion d'un compte rendu résumant les échanges ayant permis l'obtention d'une formulation partagée et rappelant les éventuels points de désaccord identifiés et les propositions formulées pour les résoudre ;

La partie 2 de la prestation concerne la rédaction d'un projet de tome 3 « Orientations fondamentales et dispositions » des SDAGE 2028-2033 des districts du Rhin et de la Meuse en faisant figurer les modifications et mises à jour apportées à la suite des travaux des groupes de travail en mode révision

2.1.2 Préparation des ateliers

2.1.2.1 Phase préliminaire

Le prestataire prend connaissance du tome 3 (disponible sur le [site de l'agence de l'eau Rhin-Meuse](#)). Dès la notification et sans attendre la 1^{ère} réunion du COPIL, le titulaire identifie, les parties (exposés des motifs, orientations, dispositions, ...) devant selon lui faire l'objet de mises à jour et les éventuels ajouts à apporter (en fonction du contexte réglementaire, des évolutions techniques et des documents transmis par le commanditaire), Le titulaire transmet les résultats de son analyse aux membres du COPIL.

Une fois ces éléments transmis, l'agence de l'eau remet au titulaire le résultat des relectures réalisées par les référents thématiques de l'agence de l'eau. Le titulaire est alors chargé de compiler les résultats de ces deux analyses et de transmettre une note synthétique aux membres du COPIL pour validation 14 jours ouvrés après la réunion de lancement du marché.

Cette note a pour objectif de constituer la feuille de route des travaux des groupes en travail. Elle identifiera les sujets prioritaires à traiter ainsi que les orientations fondamentales et dispositions existantes à étudier particulièrement lors des travaux des groupes de travail.

Cette étape permet également au prestataire d'être en capacité de suivre l'ensemble des échanges se tenant au sein des ateliers et d'être force de proposition lors de ces derniers.

La traçabilité de toutes les propositions de modifications est assurée en mode collaboratif (suivi de modifications) pendant toute la durée du marché et l'identification de la source de la modification (commanditaire, prestataire, membre identifié d'un groupe de travail, ...). Le prestataire devra mettre à disposition des membres du COPIL et des groupes de travail un outil de partage collaboratif pour l'ensemble des documents.

2.1.2.2 Élaboration de la méthodologie

Sept jours ouvrés après la réunion de lancement du marché, le prestataire communique au COPIL (voir article 3 pour sa composition) une proposition écrite de méthodologie d'animation des groupes de travail.

Après validation de cette méthodologie par le comité de pilotage (au maximum 14 jours après la réception, voir article 4), le prestataire élabore une présentation visuelle (par exemple, un diaporama) explicitant les règles de fonctionnement des ateliers (principes et rôle de chacun) à destination des présidents.

Avant leur lancement, le prestataire prépare et anime une réunion de préparation des ateliers avec les présidents et le comité de pilotage afin de présenter les règles de fonctionnement et le mode d'animation retenu et ceci au moins 7 jours avant le début des ateliers.

2.1.3 Organisation des ateliers

Les salles et le matériel seront mis à disposition par l'agence de l'eau Rhin-Meuse.

L'organisation des réunions (mise à jour des listes de diffusion estimées à 100 à 150 contacts (nombres donnés à titre indicatif), programmation des réunions avec les Présidents et les membres du COPIL, envoi dématérialisé des invitations, des ordres du jour, relance des membres du groupes, etc.) est à la charge du prestataire.

Dans la mesure du possible, au maximum, 3 réunions sont organisées par groupe de travail entre **novembre 2025 et février 2026**, en tenant compte du calendrier des instances de bassin qui sera communiqué dès que possible et du calendrier de l'évaluation environnementale menée par l'autorité environnementale (juillet 2026 – octobre 2026).

3 réunions par groupe de travail (ce qui correspond à 12 réunions au total) seront incluses dans le montant total du prix forfaitaire correspondant à cette prestation, tel que mentionné au bordereau des prix. Les éventuelles réunions supplémentaires pourront être activées par bons de commande spécifiques ; les prix unitaires de ces réunions supplémentaires sont indiqués au bordereau des prix.

Les réunions d'une même séquence seront organisées dans la mesure du possible sur 2 jours consécutifs. 1 séquence correspondant à 4 réunions (1 réunion par groupe de travail).

Les réunions seront à organiser en format mixte (présentiel et visioconférence). Des liens TEAMS pour la visioconférence pourront être mis à disposition du prestataire.

2.1.4 Animation des ateliers et traçabilité des modifications

Les ateliers (d'une durée d'une demi-journée maximum par groupe) (cf. annexe 1) comprennent :

- l'animation des travaux de chacun de ces groupes en assurant le rôle de garant du bon déroulement des ateliers dans l'objectif de favoriser l'expression de l'ensemble des parties. Les lignes directrices suivantes doivent guider l'animation des échanges :
 - l'assurance que chaque participant puisse s'exprimer (veiller à l'écoute et au respect des intervenants, au respect des équilibres des temps de paroles, ...) ;
 - la recherche de consensus lorsque des avis divergents concernant un même sujet sont exprimés par plusieurs membres ;
- la proposition de modifications rédactionnelles (mises à jours, éventuels ajouts) des exposés des motifs, des orientations fondamentales et dispositions en tenant compte des consensus établis lors des ateliers (report sous forme de suivi des modifications dans le document et avec identification de la structure ou des structures à l'origine de la demande de modifications ;
- la rédaction de synthèses courtes (au maximum recto verso, une par atelier et par groupe) des débats qui ont eu lieu, de la manière dont ils ont été pris en compte et des choix réalisés :
 - ces synthèses rendent compte de l'ambiance générale dans chacun des groupes, des jeux d'acteurs en place et si nécessaire des points d'attention sur la participation des différents acteurs aux groupes ;
 - elles devront être transmises dans un délai de 7j après la réunion du groupe de travail ;

- à l'issue de chaque séquence de réunions (4 réunions : 1 par groupe de travail), présentation et discussion de la synthèse lors d'une réunion de débriefing (1 h maximum avec les personnes référentes désignée pour suivre le marché (voir article 4) dans un délai de 7j ; cette réunion peut se tenir en visio, sous réserve de l'accord de l'Agence de l'eau.

Les synthèses seront agrégées au sein d'une présentation globale finale des résultats des travaux des groupes de travail, sur laquelle seront fondés les travaux de la partie 2.2 ci-dessous.

2.2 PARTIE 2 : MISE A JOUR DU TOME 3 ORIENTATIONS FONDAMENTALES ET DISPOSITIONS DES PROJETS DE SDAGE 2028-2033 – ELABORATION DU DOCUMENT

A l'issue des travaux des groupes de travail, le prestataire :

- élabore le projet de tome 3 « Orientations fondamentales et dispositions » des SDAGE 2028-2033 des districts du Rhin et de la Meuse en faisant figurer les modifications et mises à jour apportées à la suite des travaux des groupes de travail en mode révision
- réalise une relecture de cohérence entre les différents thèmes pour s'assurer que sur des sujets transversaux comme par exemple, la préservation des captages, la gestion des eaux pluviales, il n'y ait pas de contradiction ;
- en vue de préparer les instances de bassin (Secrétariat technique de bassin, Commission Planification et Comité de bassin) et au moins 4 semaines avant la Commission Planification, établit un tableau récapitulant pour chaque thème le texte des SDAGE 2022-2027, la structure, membre du groupe de travail demandant la modification (en l'absence de consensus), la proposition de modification formulée après échange au sein du groupe de travail ;
- pour les instances de bassin (Commission Planification et Comité de bassin), élabore une présentation visuelle (PowerPoint) des principales évolutions intervenues suites aux travaux des différents groupes de travail et des éventuels arbitrages réalisés et la remet aux personnes référentes en charge du suivi du marché (voir article 4) au moins 2 semaines avant la réunion de la Commission Planification.

Le projet de tome 3 ainsi élaboré sera soumis pour avis aux différentes instances de bassin (Commission Planification, Comité de bassin) puis sera transmise, avec l'ensemble des documents composant les SDAGE 2028-2033 pour avis à l'autorité environnementale (consultation de juillet 2026 à octobre 2026).

A noter qu'un suivi de la numérotation et du statut des orientations fondamentales et dispositions mise en place pour les cycles 1 et 2 de la DCE est exigé. En effet, il existe actuellement une jurisprudence sur certaines de ces orientations fondamentales et dispositions qui nécessite de tracer les évolutions apportées depuis le 1^{er} cycle de gestion. L'exemple ci-dessous illustre les propos.

Exemples extraits du tome 3 des SDAGE 2022-2027 :

- ***Orientation T2 - O1.1 (modifiée)***

Les orientations ou dispositions suivies du terme « *(modifiée)* » sont des orientations ou dispositions dont la rédaction a été modifiée par rapport à celle du SDAGE 2016-2021.

- ***Disposition T3 - O3.1.3 - D1 (nouvelle)***

Les orientations ou dispositions suivies du terme « *(nouvelle)* » sont des orientations ou dispositions qui ne figuraient pas dans le SDAGE 2016-2021.

- **Orientation T5A - O2 (abrogée)**

Les orientations ou dispositions suivies du terme « *(abrogée)* » sont des orientations ou dispositions du SDAGE 2010-2015 et/ou du SDAGE 2016-2021 qui ne figurent plus dans le SDAGE 2022-2027.

3 ARTICLE 3 – GOUVERNANCE

Un comité de pilotage (COPIL) assure le suivi du marché. Il apprécie la qualité des différents livrables en cours d'élaboration et à l'issue du marché. Il est composé de représentants de l'agence de l'eau Rhin-Meuse, de la DREAL Grand-Est et de l'Office français de la biodiversité (OFB). Au moins deux réunions de COPIL seront organisées au cours de la prestation : une réunion pour le lancement et une pour la clôture des travaux.

La première réunion du COPIL (réunion de lancement du marché) se tiendra au siège de l'agence de l'eau Rhin-Meuse à Rozérieulles. Les réunions suivantes du COPIL ainsi que le COPIL de clôture pourront se faire en distanciel.

La composition du COPIL est fixée au démarrage du marché. Toute modification de la composition du COPIL est notifiée au titulaire.

Le titulaire anime les réunions du COPIL. La première réunion du COPIL permet la transmission des documents nécessaires au travail du titulaire et la définition du calendrier daté du marché. Le titulaire est chargé de la rédaction d'un compte rendu de chaque réunion du COPIL, à transmettre deux semaines après leur tenue.

Lors du lancement du marché :

- le titulaire présente l'équipe chargée du marché. **Toute modification de l'équipe devra être soumise à l'acceptation préalable de l'agence de l'eau Rhin-Meuse sous peine de résiliation du marché ;**
- l'agence de l'eau désigne deux personnes référentes au marché, pour simplifier la communication avec le titulaire.

4 ARTICLE 4 – ECHEANCES ET LIVRABLES ATTENDUS

La durée du marché est fixée à 9 mois à compter de sa notification au prestataire (période prévisionnelle d'octobre 2025 à juin 2026).

Les documents produits par le prestataire sont remis sous un format numérique modifiable par l'AERM faisant apparaître le logo de l'agence de l'eau Rhin-Meuse.

Le tableau ci-dessous liste les différents livrables et les échéances de fourniture (en jours ouvrés), tel que décrit dans le contenu de la prestation ci-après :

Délais	Article de référence du CCTP	Tâches	Livrables contractuels
-	-	Notification du marché	-
	2.1	Identification par le prestataire des parties (exposés des motifs, orientations, dispositions, ...) devant faire l'objet de mises à jour et les éventuels ajouts à apporter au Tome 3	
D0	3	COFIL de démarrage en présentiel	-
D0+7j	2.1	Remise par le titulaire à l'agence de l'eau de la proposition de méthode pour l'animation des GT et de la liste des orientations fondamentales et dispositions devant être mises à jour et les éventuels ajouts	Méthode d'animation des GT
D0+14j	2.1 et 3	Remise par le titulaire à l'agence de l'eau du compte-rendu du COFIL1 et de la proposition de liste des orientations et dispositions devant faire l'objet de mise à jour pour validation du COFIL résultant de la compilation des travaux des référents de l'agence de l'eau et du prestataire	-Compte rendu COFIL 1 -Note synthétique avec sujets prioritaires et liste des orientations fondamentales et dispositions
D0+ 21j	2.1	Remise par le titulaire à l'agence de l'eau de la présentation visuelle explicitant les règles de fonctionnement des ateliers à destination des présidents des groupes de travail et de la liste des orientations fondamentales et dispositions à traiter en priorité	Présentation visuelle des règles de fonctionnement des ateliers + sujets prioritaires identifiés avec liste des orientations et dispositions à mettre à jour
D1- 7j	2.1	Animation par le prestataire d'une réunion avec les présidents des groupes de travail (visioconférence)	-
D1	2.1	1 ^{ère} séquence d'atelier (à répéter au maximum 3 fois) (mixte présentiel – visioconférence)	-
D1+7j	2.1	Remise par le titulaire à l'agence de l'eau des 4 notes de synthèse (1 par groupe) à l'issue de la première séquence de réunions	Notes de synthèse

Dernière réunion de la séquence d'ateliers + 7j	2.1	Débriefing de la séquence d'ateliers avec les deux personnes référentes de l'agence de l'eau (visioconférence)	
D0+7 mois	2.1 et 2.2	Remise aux personnes référentes désignée pour suivre le marché (voir article 4) de la présentation des modifications proposées et des arbitrages à traiter pour la Commission Planification	Présentation des résultats des travaux des groupes (modifications) et éventuels arbitrages
D0+8 mois	2.2 et 3	COPIL de clôture -Terme du marché - fin juin 2026	-Support de présentation pour les instances de bassin -Projet de tome 3 actualisé faisant figurer les évolutions

L'ensemble des livrables est transmis au Comité de pilotage. La validation des livrables par l'AERM est effectuée au maximum 14 jours ouvrés après leur réception. Sans observation formulée à l'issue de ce délai, le livrable est tacitement validé.

Le calendrier daté des réunions des instances de bassin sera également fourni au titulaire dès qu'il sera fixé.

5 ARTICLE 5 : OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont ils auraient connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Ils s'interdisent toute communication écrite ou verbale relative à ces sujets ainsi que toute remise de documents à des tiers, personnes morales ou physiques, sans l'accord de l'agence de l'eau. Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour la sauvegarde du caractère confidentiel de ces informations portées à sa connaissance. L'agence de l'eau peut prononcer la résiliation immédiate du marché sans indemnité au bénéfice du titulaire, en cas de violation des prescriptions du présent article.

Le titulaire s'engage notamment à ne pas utiliser les informations, documents et/ou fichiers informatiques communiqués par l'agence de l'eau à des fins autres que celles spécifiées au présent marché.

L'ensemble de ces obligations de confidentialité doivent être respectées en considération de la protection et les droits conférés au titre du droit d'auteur du présent marché ainsi que de l'utilisation souhaitée des données.

Annexe 1 – Enjeux et organisation de la mise à jour validée par le Comité de bassin lors de sa séance du 27 juin 2025
--

Le cycle de gestion 2028-2033 constitue le 4^{ème} cycle de mise en œuvre de la DCE ; La Directive fixe des objectifs de bon état, des objectifs de réduction des émissions de substances ainsi que la non-dégradation de l'état des eaux. Il s'agit maintenant d'obtenir le maximum des résultats correspondant à ces objectifs dans les 6 années à venir, en privilégiant les actions les plus efficaces, notamment dans les prochains Programmes de mesures, multifonctionnelles et sans regret dans un contexte de changement climatique.

Les SDAGE et les Programmes de mesures sont des documents de planification et de programmation à témoigner de l'engagement notamment de l'Etat, à atteindre les objectifs de la DCE devant la Commission européenne. Au-delà, ils doivent servir de documents cadre guidant l'action opérationnelle des acteurs pour traiter de manière proportionnée les défis territoriaux (historiques, actuels ou émergents) dans les domaines de la gestion de l'eau et des inondations.

Le Comité de bassin a la charge d'élaborer la mise à jour des SDAGE.

La mise à jour à entreprendre, dans le cadre de cette prestation, porte sur les orientations fondamentales¹ et dispositions des SDAGE (contenues dans le tome 3 des SDAGE) qui constituent un corpus opposable qui régit un ensemble de prescriptions et de recommandations dans les domaines de l'eau.

Plusieurs consultations du public, des assemblées et internationale sont prévues au cours de chaque cycle de gestion :

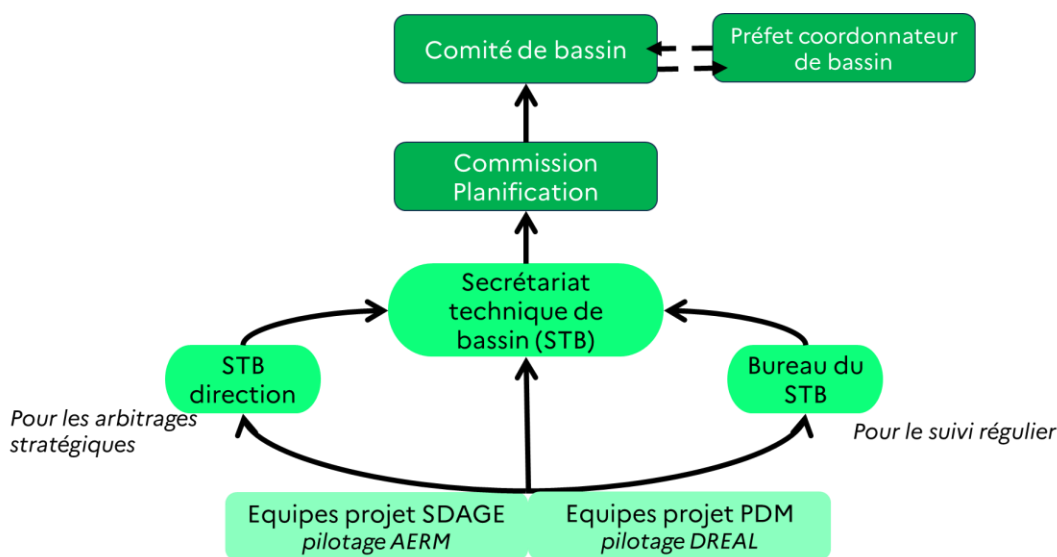
- la première a eu lieu du 25 novembre 2024 au 25 mai 2025 (pour le public / pour les assemblées et internationale : du 25 novembre 2024 au 25 mars 2025) a porté sur les questions importantes ou enjeux², le programme et le calendrier de travail. Elle vise à faire progresser la connaissance, la compréhension et la sensibilisation autour des grands enjeux de l'eau, et a permis aux internautes (public) de laisser leurs commentaires sur la plateforme dédiée et aux assemblées d'adresser leur avis par courriels ;
- la seconde concernera les projets de SDAGE et de Programmes de mesures et devrait intervenir de novembre 2026 à mai 2027. Les projets de documents devront être validés par le Comité de bassin en juin 2026. C'est cette échéance qui justifie le calendrier présenté ci-avant.

¹ : les orientations fondamentales et dispositions s'opposent aux programmes (SRADDET, schéma des carrières, ...) et aux décisions administratives dans le domaine de l'eau. Elles sont caractérisées par des relations de compatibilité avec les documents d'urbanisme.

Ces orientations et dispositions reposent sur le Code de l'environnement et ne doivent, à l'essence, ne pas créer de droit ex-nihilo. Les documents mis à jour doivent en particulier respecter les articles du Code de l'environnement qui définissent leur contenu.

² : les sept enjeux (climat, biodiversité, santé, ressource, urbanisme, mémoire, international)

Afin de mener à bien la mise à jour des orientations fondamentales et dispositions, une gouvernance particulière schématisée ci-dessous qui s'appuie sur les principes de gouvernance en vigueur au cycle de gestion précédent, a été mise en place par le Comité de bassin ³.



4 groupes de travail émanant du Comité de bassin, étendu à des experts (comme lors du cycle précédent) sont institués selon les orientations et objectifs des SDAGE en regroupant les sujets selon leur pertinence :

- Groupe 1 en charge des thèmes "eau et santé" et "eau et pollution" ;
- Groupe 2 en charge du thème "eau, nature et environnement" avec une attention portée sur le lien avec le groupe n°3 ;
- Groupe 3 en charge des thèmes "eau et rareté" et "eau et aménagement du territoire" ;
- Groupe 4 en charge du thème "eau et gouvernance" ;

Ces groupes de travail constituent le premier échelon d'association des acteurs à la mise à jour des SDAGE.

Ces travaux de mise à jour seront orientés et priorisés vers les orientations et dispositions devant évoluer pour permettre notamment la prise en compte de nouveaux plans, programmes, évolutions contexte, évolutions réglementaires, etc.).

D'ores et déjà, **des sujets devant être pris en compte ou renforcés ont été identifiés**. Il s'agit :

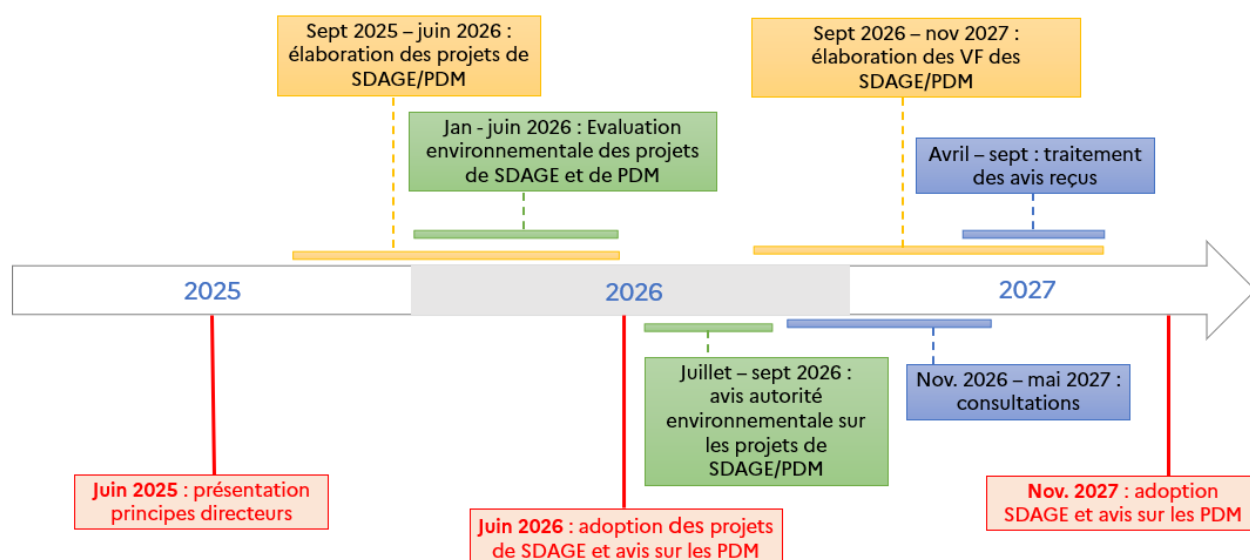
- Du plan eau ;
- Les impacts des énergies renouvelables sur les milieux aquatiques ;
- La gestion quantitative de la ressource en eau ;
- Les polluants émergents (PFAS, microplastiques, ...) ;
- L'assainissement (Directive Eaux résiduaires urbaines révisée, DERU 2) ;
- Les solutions fondées sur la nature ;
- La protection des captages ;
- La problématique du phosphore ;
- Les zones humides remarquables ;
- Les nouvelles gouvernances.

Cette liste n'est pas exhaustive. En effet, des instances de bassin vont en prendre connaissance prochainement et elle pourra donc être complétée. La version définitive sera remise au prestataire lors du COPIL de lancement.

³ : séance du 27 juin 2025 sur proposition de la Commission Planification du 5 juin 2025

Annexe 2 – Calendriers de travail

Calendrier du processus global de mise à jour des SDAGE et des PDM



Calendrier prévisionnel de la mise à jour des Orientations fondamentales et dispositions des SDAGE

5 juin 2025	Commission Planification : validation organisation générale et lancement de l'appel à candidature pour la présidence des groupes
27 juin 2025	Comité de bassin : présentation de l'organisation générale retenue par la Commission Planification
02 octobre 2025	Commission Planification : validation de la présidence des groupes
Octobre – Novembre 2025	Réunion des Présidents – Présentation animation et travaux
Novembre 2025	1 ^{ère} séquence de travail SDAGE : réunion des 4 GT en ateliers
Janvier 2026	2 ^{ème} séquence de travail SDAGE
Février	3 ^{ème} séquence de travail SDAGE
Mars 2026	Réunions supplémentaires des groupes de travail si nécessaire (optionnel)
Mai 2026	Relecture juridique
Juin 2026	Comité de bassin : présentation des projets de SDAGE et PGRI pour avis de l'autorité environnementale puis mise en consultation